

Pierre Gentillet - Même si l'Axe Paris-Berlin-Moscou est important, l'Axe Paris-Belgrade-Moscou a lui aussi son importance. Pour nous, la Serbie dispose d'un rôle déterminant : celui de trait d'union entre la France et la Russie.

Pour évoquer cela, nous échangerons autour d'Alexis Troude, chargé de cours à l'Université de Versailles et spécialiste des Balkans et d'Alexandre Moustafa, vice-président du Cercle Pouchkine.

Sur cette question des relations entre la France, la Serbie et la Russie, j'espère que nos intervenants feront preuve de pédagogie, car les Balkans sont un sujet mal connu, que l'on a même du mal à placer sur une carte.

-

Alexis Troude - La France et la Serbie ont un lien qui, malgré les vicissitudes des années 1990, peuvent avoir un potentiel persistant. Des liens très fraternels unissent les deux pays. A l'époque de Napoléon, dans les provinces illyriennes et à l'heure des soulèvements paysans dans la région, Napoléon arme le mouvement de George Le Noir (Karageorge). Cette Serbie qui avait perdu un Etat renaît petit à petit grâce aux français. De principauté, elle devient Royaume. Dès 1830, elle obtient le statut de principauté : les constitutionnalistes français s'affairent déjà à aider le roi, en envoyant des missions de juristes et d'intellectuels. Victor Hugo avait alors des mots remarquables sur les souffrances des serbes, mais aussi des autres peuples opposés aux ottomans.

« On assassine un peuple. Où ? En Europe. Ce fait a-t-il des témoins ? Un témoin, le monde entier. Les gouvernements le voient-ils ? Non. [...] Nous allons étonner les gouvernements en leur apprenant une chose, c'est que les crimes sont des crimes, c'est qu'il n'est pas plus permis à un gouvernement qu'à un individu d'être un assassin, c'est que l'Europe est solidaire, c'est que tout ce qui se fait en Europe est fait par l'Europe, c'est que s'il existe un gouvernement bête fauve, il doit être traité en bête fauve ; c'est qu'à l'heure qu'il est, tout prêt de nous, là, sous nos yeux, on massacre, on incendie, on pille, on extermine, on égorge les pères et les mères, on vend les petites filles et les petits garçons ; c'est que les enfants, trop petits pour être vendus, on les fend en deux d'un coup de sabre ; c'est qu'on brûle les familles dans les maisons ; c'est que telle ville, Balak, par exemple, est réduite en quelques heures de neuf mille habitants à treize cents [...]. » - Victor Hugo

C'était aussi le cas de Lamartine. Les liens entre France et Serbie sont à cet effet remarquables, comme en témoigne la connaissance des intellectuels français à l'égard de la Serbie, dont l'élan est suivi par le gouvernement. A cet effet, des missions

militaires sont menées. C'est ainsi qu'Hyppolite Mondain est envoyé à la Cour du roi de Serbie pour transformer l'armée.

Au début du XX^{ème} siècle, les relations sont à leur apogée. La nécessité pour la France de trouver des alliés dans la région s'illustre dans la proximité d'avec les dirigeants de Bulgarie ou de Roumanie, tandis que la Serbie envoie depuis 3 décennies déjà ses élites dans les universités françaises, menant à une inflexion intellectuelle et contribuant au développement d'un lien très fort. Le futur roi Alexandre étudiera par exemple à Saint-Cyr.

La première Guerre Mondiale est une guerre qui marque – on le voit encore aujourd'hui à Belgrade – indélébilement les relations entre la Serbie et la France. Alors que les serbes, mis à part l'élite, ne connaissent pas l'Occident, c'est l'occasion de se connaître et plus encore, de lier une fraternité d'arme. En témoigne l'épisode de 1914. Alors que la Petite Serbie est encerclée, elle triomphe des austro-hongrois jusque décembre, avant d'être défaite en 1915 : l'ennemi est 8 fois plus fort. Le gouvernement capitule mais ne se rend pas et l'armée combat plus loin. Un tiers de l'armée disparaît, notamment de maladie, comme le typhus. Les troupes arrivent au littoral albanais et tandis que l'Italie refuse de porter assistance aux serbes, la France, elle, a tant l'intérêt que le courage de les aider. C'est l'armée, le peuple et l'Eglise orthodoxe qu'il faut assister. Tout ce pays en mouvement est accueilli sur les côtes albanaises, remis sur pieds puis installé à Salonique, constituant l'armée française d'Orient. En 1916, elle signe des victoires mémorables, comme celle de Monastir, première victoire avant le front d'Occident, ce que le peuple a bien compris, comme en témoigne l'accueil du des colonels français avec des chants patriotiques.

Dans les années 1920 d'après-guerre, la création de la Yougoslavie (1918) se fait autour d'un pays : la Serbie, d'un roi et d'un système français. Dans ce cadre, la Constitution de 1921 occupe une place centrale. Par ailleurs, les frontières sont dessinées par des géographes français, comme Ernest Denis. Des échanges économiques s'instaurent ensuite. La statue de Belgrade face à l'ambassade est un cas unique dans l'illustration des relations entre la France et la Serbie : un peuple qui clame son amour pour un autre peuple.

En 1934, la mort du roi Alexandre à Marseille sonne quelque peu le glas de cette amitié, avec le rôle non négligeable des terroristes macédoniens. Il faudra attendre la naissance de la Serbie Nouvelle pour retrouver des liens forts.

Plus tard, le choix d'Draža Mihailović face à Tito a été un échec pour les français. Quant au projet de base en Slovénie, il porte un coup fatal à l'amitié, jusque la fin du communisme. Ainsi, Charles de Gaulle refusait de se rendre en Yougoslavie, parce que la Serbie était noyée dedans.

La fin du communisme dans les années 1990 est un autre marqueur important : Mitterrand assure la défense serbe en Bosnie, Chirac autorise les bombardements en Bosnie en 1994, tandis que la scène médiatique à Paris est odieuse. Des campagnes d'affichage assimilent Milosevic à Hitler alors que l'armée serbe essayait d'alerter l'opinion sur les conditions de vie des prisonniers serbes... Cette campagne était financée par Bernard Henri-Lévi, qui en tant qu'intellectuel, a participé au film « Bosnia », qui prend fait et cause pour une armée, ce qui est surprenant pour un pacifiste. Il aurait d'ailleurs admis être prêt à faire de même contre de l'argent en faveur de Milosevic. Cette période a fait oublier la fraternité d'arme alors même qu'en Serbie, la pièce de théâtre la plus populaire rappelait toutes les étapes du front de Salonique.

Dans les années 2000, la France met les bouchées doubles, alors qu'elle avait un retard certain sur les allemands ou les italiens en termes d'investissement : Michelin, Peugeot, Lafarge, Saint Dauvin, Alcatel, ... l'implication est telle qu'elle rappelle l'ancienne implication française.

Sur l'échiquier balkanique, ces liens sont d'abord à mettre en relation avec l'idée d'un corridor énergétique, comme en atteste la 24e négociation entre Bruxelles et Belgrade. La Serbie est alors encore vue comme un pays dangereux, mais la France fait pression pour intensifier les négociations. 3 enjeux s'affirment alors. Le premier est énergétique, puisque la Serbie dispose d'une position clé pour le gaz, alors même qu'elle pratique une politique de neutralité entre l'Est et l'Ouest, mais aussi parce qu'elle est la clé de participation à Gazprom. Si SouthStream a été un échec, TurkStream peut renaître. L'UE pourrait de plus être amenée à accélérer les négociations. Il faut par ailleurs être attentif au fait que la mine de Trepca (plus importante mine de houille dans les Balkans), laissée à l'abandon depuis la guerre du Kosovo ne soit pas laissée à portée des kosovars. L'accélération des processus peut empêcher cette mainmise future. Le second enjeu concerne justement le Kosovo. Cette province au Sud de la Serbie équivaut pour nous aux châteaux de la Loire. Malgré les vicissitudes, les monastères orthodoxes y ont toujours été protégés par l'UNESCO. Cette région constitue le cœur identitaire et historique. Tout y est serbe, jusque dans la toponymie. Ce sera à cet égard le chapitre le plus ardu dans les négociations européennes, la majorité de la population étant opposé à son abandon. Enfin, le dernier enjeu est celui de la lutte contre l'islamisme, constitué sur des décombres de l'ex-Yougoslavie. Des enclaves de Bosnie sont aujourd'hui de véritables émirats islamiques et des mouvements radicaux prospèrent entre le Kosovo et Sandzac. La France a compris la nécessité d'une stratégie internationale. Or, la Serbie a une bonne connaissance des foyers islamiques : la coopération s'avère donc nécessaire.

Alexandre Moustafa : Pour ma part, je parlerai d'avantage des relations entre la Serbie et la Russie.

Les liens entre la Serbie et la Russie sont d'avantage charnels, avec des points communs nombreux tels que des peuples orthodoxes et slaves, l'origine proto-slave, la même langue liturgique... Pendant longtemps, il n'y a pas eu d'Etat serbe et à la chute de Constantinople, Moscou a endossé le rôle de IIIème Rome.

Plus tard, deux territoires ont été créés en Ukraine pour accueillir les populations chrétiennes : la Nouvelle Serbie et la Slavo-Serbie.

Au XVIIIème siècle, l'Empire Ottoman est l'homme malade de l'Europe, comme en témoignent les cas du Monténégro. Une pension de 3000 roubles est offerte au Monténégro. L'objectif est d'accéder à la mer Adriatique, via un rapprochement à l'Ouest et dans le même temps, on assiste au développement d'une diplomatie orthodoxe. Le sentiment qui domine est alors celui d'une attente pour se partager l'Eurasie.

La Révolte de 1817 et l'appel du prince qui en découle sonne quelque peu comme un appel à la colonisation. La Russie n'y répondra pas, du fait de sa relation compliquée avec les slaves.

Les années 1990 que sont la décennie noire pour la Russie ont pour conséquence une non-intervention après le démantèlement de la Slovénie. L'arrivée de Primakov qui rejette à l'ONU l'unilatéralisme américain change la donne.

En 1999, l'OTAN bombarde la Serbie. En 3 mois, plus de bombes sont larguées que pour Daesh aujourd'hui. La Russie n'intervient pas, alors que le président serbe demande une alliance entre la Serbie et la Russie. Rejetée, cette alliance reste d'actualité.

Dans le domaine économique, on note un retour en force de la relation. En 2003, la question de la Serbie refait surface en Russie, avec des investissements divers. Vue comme un nain dans les mains des russes, elle ne semble pas avoir de stratégie économique.

De même, dans le domaine énergétique, à l'heure du come-back de la Russie, le pays s'est illustré dans des rachats stratégiques (4 millions d'euros) en Serbie, quelques semaines après la proclamation unilatérale d'indépendance, et ce dans le cadre d'un grand schéma global. C'est d'autant plus incontournable que les Balkans sont un carrefour énergétique, comme en témoigne le projet SouthStream, plus grand tronçon occidental pour un pipeline, qui représente 100 000 emplois et tend à remplacer l'Ukraine. Ce projet était opposé au projet Nabuco et la Bulgarie, pro-UE et pro-américaine, a fait pression jusqu'à conduire à son abandon. Ce qui n'a pas empêché la Russie de proposer, deux jours plus tard, le projet TurkStream. Après la tentative de révolution colorée menée par la minorité albanaise, le projet s'est trouvé ralenti. Cela s'explique aussi par des dissensions internes et par des attaques terroristes. Les relations sont glacées pendant 9 mois. Il faudra attendre le Congrès Énergétique d'Ankara pour donner un nouveau souffle au projet, qui est alors relancé, sans toutefois encore intégrer la partie des Balkans occidentaux.

Quant à la diplomatie orthodoxe, elle est discrète mais efficace.

La Serbie est en fait tiraillée entre l'UE et la Russie. Elle n'a pas sanctionné la Russie et a adopté une position de neutralité, voire d'équilibriste de par sa volonté d'intégrer l'UE. Cette politique n'est pas antithétique, comme en témoignent les cas de la Hongrie ou de la République Tchèque. Reste que la Serbie a osé provoquer l'UE. Le 16 octobre 2014, Poutine est ainsi accueilli à Belgrade : 3000 militaires paradent en son honneur. De plus, le 9 mai 2015, à l'occasion des commémorations de la Grande Guerre Patriotique, un bataillon serbe a défilé, alors que toute l'UE, à l'exception de la République Tchèque, avait choisi de boycotter.

De plus, la Russie considère que le Kosovo est serbe.

Quant au processus d'adhésion à l'UE, il se poursuit. Aujourd'hui, les 34 chapitres ont été pris dans le désordre pour accélérer l'adhésion et le processus de normalisation. Des accords financiers ont été trouvés notamment. Mai 2016 marque un tournant, le Premier Ministre Serbe, issu du parti progressiste serbe, affirme sa volonté d'accélérer le processus. En juin 2016, le Conseil Européen exige de nouvelles pressions à l'encontre de la Serbie, au sujet du Kosovo et exigeant de même que la Serbie ne soutienne plus le président des serbes de Bosnie. Le processus d'adhésion n'est donc pas neutre.

Sur la question de l'axe Paris-Belgrade-Moscou, on peut relever plusieurs liens historiquement forts. Il y a d'abord le souvenir de la Guerre Mondiale, qui est intense et plus présent encore en Serbie. Il y a aussi le caractère continu de l'histoire française, malgré la diplomatie actuelle : la Russie critique l'interventionnisme américain et cherche à intervenir sur le terrain militaire avec une efficacité monstrueuse. Elle gère par ailleurs le Donbass via un soutien logistique. Que l'on soit en accord ou non avec cette position, on ne peut nier l'importance que cela lui confère. Alors que la Russie

veut tracer une 3e voie, la France semble plus agressive que les Etats-Unis, ce qui témoigne d'un alignement sur ces derniers. Pourtant, le rapprochement pourrait se faire entre la Russie et la France, et ce au travers de la Serbie : du fait de leurs liens économiques, culturels ; afin de contribuer à l'émergence d'un Monde multipolaire.

-

Questions :

Pourquoi la Serbie a-t-elle laissé faire le rachat de sa compagnie aérienne à 40 % par le Moyen-Orient et pas par exemple par la France ?

Alexandre Moustafa : La Serbie a longtemps été meurtrie par l'embargo voulu par l'Occident. Il y a un manque d'investissement, ce qui conduit à ce que le plus stratégique – le national – soit laissé de côté.

Alexis Troude : Les négociations ont été très longues. Alyat était moribonde et pendant plusieurs années, la Serbie a tenté des propositions auprès de la France et de la Grande-Bretagne. Mais la France confond politique et économie, d'où le non investissement.

Dès lors, AirSoboska est devenu un hub dans un énorme réseau mondial. Alyat a disparu et Belgrade n'est plus qu'un lieu de passage.

Avec le changement économique américain, leurs vicissitudes internes, la perte de terrain militaire... n'y a-t-il pas une opportunité pour la Russie ?

Alexis Troude : Trump a présenté des excuses pour les bombardements en Serbie menés par l'administration Clinton. C'est une inflexion énorme.

Alexandre Moustafa : La France a une opportunité dans le déclin américain : diplomatiquement, mais pas économiquement. Cela dit, il ne faut pas les sous-estimer, car il existe une vraie classe politique, qu'incarnent des think tanks influents. Surtout, la quadri polarité de la diplomatie américaine, si elle n'est pas épargnée par les divergences d'intérêts, la rend plutôt résistante. La puissance s'est déplacée, mais elle existe toujours.

La relation entre Allemagne et Serbie ne serait pas le tremplin nécessaire pour un retour de la France dans les Balkans ?

Alexis Troude : L'Allemagne est très présente dans les Balkans. L'acte d'octobre 1941 qui ordonna à tous les écoliers de creuser leurs tombes n'a pas laissé vide de culpabilité l'Allemagne. 50 ans de rattrapages ont suivi, avec la construction d'écoles notamment. De plus, le centre culturel d'Allemagne en Serbie est ouvert, ce n'est pas le cas de celui de la France. Nos groupes économiques sont par ailleurs présents, mais culturellement, il persiste encore l'idée que la Serbie est responsable de la guerre, alors que l'Allemagne avance.

Alexandre Moustafa : C'est en effet une porte d'entrée économique. Les allemands sont brillants en diplomatie économique : ils ont une bonne implantation, qui est très liée à la stratégie de conquête de l'esprit allemand, ce qui n'est pas autant le cas pour les français.

Quel tableau de la politique intérieure peut-on esquisser ? Qui sont les forces pro-européennes opposées aux mouvements pro-russes

Alexis Troude : La politique serbe renaît en 2006. Les socialo-communistes de Milosevic ont été abattus par l'équivalent d'un coup d'Etat. Des gouvernements libéraux sont ensuite apparus. Il y a un mouvement libéral et pro-européen qui est ultra-majoritaire opposé au bloc patriotique, désuni et minoritaire. Quant à la population, elle est opposée à l'OTAN, alors que le ministre l'envisage. Il y a une coupure, mais le gouvernement ne rencontre pas d'opposition.